Trente-septième Année — N° 151 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES MARDI 31 MAI 1892

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . . Trois mois. . . 13 fr. 50. . . Six mois. . . 26 fr. . . Un an. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . Trois mois. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Poutrains, 42
Directeur : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. — à PARIS, chez MM. Havas, Laffite et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. — à BRUXELLES, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 30 MAI 1892

LES PÈRES BLANCS

Massacre de catholiques dans l'Uganda. — Missionnaires prisonniers et pillage d'une mission. — Exploits britaniques. — Les Pères Blancs dispersés.

Nous lecteurs savent déjà la nouvelle de la disparition des missions catholiques françaises dans l'Uganda. Les Pères Blancs de la côte d'Afrique viennent de faire parvenir à M. Ribot une protestation motivée contre les mauvais traitements qui leur sont infligés par les chefs militaires aux ordres de la Compagnie anglaise *East Africa*. M. Ribot, par l'intermédiaire de notre ambassadeur à Londres, réclame une enquête qui établisse les responsabilités.

D'autre part, Mgr Hirth, supérieur des Pères Blancs de l'Uganda vient d'envoyer son rapport officiel sur les événements qui ont provoqué la protestation adressée à M. Ribot. En voici quelques passages :

« Station allemande de Bukoba (Kiziba), 10 février 1892.

« Monseigneur et très vénéré Père,

» Un drame épouvantable vient de se dénouer en Uganda. Les catholiques, depuis longtemps persécutés, viennent d'être lâchement trahis, écrasés et chassés, leur roi Mwanga en tête, l'évêque et les dix-sept missionnaires avec lui : c'est l'œuvre des protestants, soutenus par les agents de la compagnie anglaise. A la place du beau royaume catholique de Mwanga, s'élève aujourd'hui la domination du Croissant, que les Anglais ont dû appeler eux-mêmes pour trouver un roi, à qui donner le pays conquis. C'est une des plus douloureuses pages à ajouter à l'histoire de la civilisation du nord continent : elle est tout entière à la charge des prédicateurs protestants et de la compagnie anglaise *East-Africa*.

» Votre Grandeur sait toute l'histoire du catholicisme en Uganda depuis trois ans. Elle sait comment pendant les journées d'exil dans l'Usagara, les protestants voulurent former un groupe à part et donnèrent ainsi naissance au parti protestant et par la même au parti catholique ; elle sait comment à leur retour ces deux partis se sont partagé l'Uganda en deux parties égales, répartissant toutes les charges, tous les districts entre les deux camps, sans tenir compte du nombre des protestants qui était de moitié inférieur. »

Une véritable guerre de religion s'ensuivit, les protestants multiplient leurs agressions contre les catholiques : le roi catholique Mwanga fut l'objet de tentatives d'assassinat — et les assassins furent acquittés par les Anglais et soustraits à tout châtiment. Les choses s'envenimèrent quand revint au fort anglais un certain capitaine Lugard, avec des troupes musulmanes qu'il avait racolées dans l'Unyoro : il fut décidé d'en finir avec les catholiques. Nous laissons ici la parole à Mgr Hirth :

« L'anarchie régnait depuis quinze jours : assassinats, enlèvements de fusils devenaient toujours plus fréquents surtout au détriment des catholiques. Le capitaine Lugard voulut juger lui-même un de ces procès ; il s'agissait d'un chef protestant tué sur la propriété même d'un catholique contre lequel il conduisait toute une bande d'agresseurs armés jusqu'aux dents et munis de torches incendiaires ; le fait était palpable : on voulut s'aveugler.

» Pendant que le fort parlementait avec le roi pour obtenir ce qu'il appelait la justice, il fit *distribuer de nuit* des centaines de fusils de l'armée anglaise; même distribution avait déjà été faite quelques jours auparavant dans la capitale de Pokino, au Buddu.

» Le dimanche 24 janvier l'affaire éclata. Dans la matinée plusieurs coups de feu isolés retentirent. Vers deux heures du soir deux nouveaux coups donnèrent le signal. Les catholiques durent répondre ; le premier coup abattit Sembera-Makay, un des sept diacres protestants, au moment même où il couchait en joue un des nôtres. Ce fut tout à coup une mêlée épouvantable sur une surface de deux lieues carrées qu'occupe la capitale.

» La lutte était par trop inégale; il n'y avait aucune proportion entre les armes des deux partis; les catholiques devaient être écrasés par les protestants seuls (car il n'y a que les fusils qui combattent et non plus des lances) et ils avaient encore tout le fort anglais contre eux. Mais les catholiques combattaient pour leur foi et pour leur patrie; ils étaient forts de leurs droits. Les jours précédents, tous s'étaient préparés à mourir. Ils se voyaient lâchement chassés de leur pays, ils ne voulaient pas partir sans tenter un suprême effort pour obtenir le triomphe de la justice.

» Ce fut pendant une demi-heure une vraie lutte à mort : les nôtres se battaient avec l'énergie du désespoir. Leurs plus grands chefs tombèrent les premiers et durent être emportés; cela mit un peu de trouble dans le combat. Mais le Mjasi était là sur tous les points pour relever les courages et rétablir le combat. Cinq fois de suite, avec sa troupe, sautant avec la furie d'un léopard blessé, il accula les bandes des protestants jusque sous le fort anglais. Tous ses coups portaient; rien ne pouvait tenir devant lui. La cinquième fois, il montait à l'assaut du fort, sous le feu même de deux mitrailleuses (*Maxim*) qui fauchaient les guerriers tout autour de lui; mais il dut s'arrêter, les munitions lui manquaient ainsi qu'à ses hommes : il avait tiré soixante-huit cartouches.

» Il se replia sur le palais du roi pour emmener celui-ci avec toute sa cour. Les catholiques étaient vaincus. »

Pendant ce temps les missionnaires étaient restés dans leur résidence de Rubaga, s'efforçant de la préserver de l'incendie. Mais ces efforts furent vains : bientôt l'église et la résidence furent en feu : la mission était bombardée, ses défenseurs tués ou blessés, les missionnaires risquant vingt fois d'être brûlés vifs. Le capitaine Lugard voulut bien venir les tirer de cette position dangereuse. La victoire des protestants était complète.

Quant au roi catholique Mwanga, il avait à choisir entre l'apostasie, la mort ou l'exil : c'est à ce dernier parti qu'il s'arrêta.

» Nous étions tous, dit Mgr Hirth, sur les bords du lac, sauvant avec nous nos effets les plus précieux ou les plus indispensables. Je me rendis encore une fois chez le roi, à cinq minutes, pour lui faires mes adieux. Il était deux heures du soir. En chemin, je vis une quinzaine de barques se précipiter à toutes rames sur l'île. A peine arrivés chez le roi, les balles se mirent à pleuvoir sur la hutte royale, dru comme grêle, avec un fracas épouvantable, dans le taillis qui nous entourait. C'était la mitrailleuse *Maxim* qui combinait son feu avec celui des barques, bondées de soldats.

» Le roi me saisit par la main et m'entraîne : si nous n'avons pas été criblés, c'est bien encore le bouclier du Seigneur qui nous recouvrait; avec nous fuyaient une foule de femmes et d'enfants. Combien tombèrent! — Nous eûmes bientôt gagné l'autre bord de l'île; les balles ne pouvaient plus nous atteindre. Mais là quel spectacle! Quelques rares pirogues seulement, et une foule de trois à quatre mille personnes se jetant à l'eau pour s'y accrocher; c'était navrant! — Quels cris! Quelle fusillade! Quelle noyade! — Le roi fut poussé dans une barque; je dus le suivre sans pouvoir songer même aux six confrères que je laissais derrière moi. Nous fûmes bientôt au large. Du haut lac, nous vîmes la flamme trahir la présence de l'ennemi, dans l'île. Elle leur fut disputée pied à pied; il y avait là le Mjasi avec le reste de nos plus braves, le Fundi, Kangao, Kaggo..., tous les pages du roi. Ils se massèrent sur la crête boisée de l'île; les coups de feu les poursuivirent jusqu'à la nuit.

» Et les Pères? Je ne les ai plus revus depuis. On m'a dit que, dès les premiers coups de feu, ils se précipitèrent aussi vers les barques ; il n'en restait qu'une. Ils se jetèrent dedans, et y montèrent des chrétiens, tant, tant, que la barque se brisa sur le bord. Ils durent se résigner encore une fois à la mort ; on me rapporte qu'ils allèrent eux-même au-devant des agresseurs, évitant de se mêler aux combattants.

» Ils purent se livrer aux Bagandas avant d'être frappés, et ceux-ci, par un reste d'humanité, se contentèrent de les dépouiller de tout ce qu'ils avaient, leur enlevant même leurs chapeaux (enlever le chapeau à un Européen, sous le soleil de l'Equateur, c'est l'exposer à une insolation mortelle) : les enfants furent dépouillés complètement; ils furent traînés dans l'eau jusqu'aux premières barques et déposés sur le continent où ils trouvèrent, je crois, le capitaine. Ils furent conduits au fort, où ils se sont constitués prisonniers. A la faveur de la nuit, tout ce qui n'avait pas été tué dans l'île fut délivré par les barques du continent.

» Pour moi, je voguais triste, bien triste, sur le lac, m'éloignant lentement, car notre barque trop chargée, menaçait à tout instant de chavirer, englouissant le dernier espoir de l'Uganda: son roi et son évêque. Nous sortions péniblement de la crique, laissant autour de nous tout l'Uganda en feu, et voilà vingt jours que la flamme se promène dans tout le pays sans se lasser! Quelle expiation vous faut-il donc, Seigneur, pour obtenir la conversion de ce cher peuple? »

La conclusion de Mgr Hirth est navrante :

« Humainement parlant, toutes nos espérances semblent détruites : nos gens sont dispersés, beaucoup de chefs tués (on voulait les atteindre tous, selon M. Ashe, ministre anglican, afin d'attirer le peuple en masse au protestantisme), nos stations détruites ; nos églises brûlées ; les femmes et les enfants enlevés par *milliers* — les musulmans eux-mêmes n'avaient jamais fait tant d'esclaves — tous les baptêmes suspendus : plus de cinq mille personnes finissaient cette année leur épreuve de quatre ans, et il restait près de cinquante mille catéchumènes.

» Mais je n'en suis pas moins sûr que Dieu ressuscitera la foi au Nyanza, malgré les efforts que fait maintenant la compagnie *East-Africa* pour nous asservir au joug musulman. Les dernières lettres du capitaine Lugard à Mwanga menaçaient toujours ce dernier de donner l'Uganda à Mbogo; roi des Bagandas musulmans. Que les protestants le préfèrent, cela est tout à fait logique.

. . . . . .

» Daigne Votre Grandeur répondre aux calomnies qu'on pourra inventer contre nous ; qu'elle daigne surtout implorer pour nous la commisération des fidèles, car nous avons beaucoup perdu : nous ne demandons ni les vélocipèdes, ni le champagne des révérends, mais qu'on ne nous refuse pas le nécessaire. Voilà trois semaines que je n'ai pu dire ni messe, ni bréviaire.

» Ce n'est pas aux officiers anglais qu'il faut surtout s'attaquer : ils n'ont eu que le tort de se laisser *aveugler* trop facilement par les Bagandas, poussés eux-mêmes par les *révérends*. Si, dans l'île, je n'avais pas perdu mes papiers, j'aurais pu vous livrer ma correspondance avec le fort. Ce qu'on a débité de calomnies contre nous est indicible. »

NOTRE-DAME DE L'USINE

Sous ce titre, un grand journal parisien le *Matin*, a publié l'article suivant dans son numéro du 22 mai :

« Il y a huit ans, quelques manufacturiers du Nord, catholiques convaincus, se groupaient autour de l'idée suivante :

» Les patrons doivent considérer que leurs ouvriers ne sont point des machines à fournir du travail, mais des hommes, des chrétiens, et, par conséquent, des frères.

» Les patrons doivent considérer comme un devoir de s'occuper sans cesse de l'amélioration matérielle et morale du sort de leurs ouvriers.

» Et ils fondèrent, au sein de cette fourmilière humaine, répartie entre trois grands centres ouvriers qui tendent à se confondre, à déborder les uns sur les autres, Lille, Tourcoing, Roubaix, l'« Association des patrons du Nord ».

» Les institutions économiques bienfaisantes sortirent de terre. Caisses de secours, caisses de retraite, caisses d'avances et de prêts. Sociétés coopératives, maisonnettes commodes et salubres, réduction du prix des denrées par le système des fournisseurs privilégiés. Voilà pour le corps.

» L'âme ne fut pas oubliée. On fonda des réunions religieuses ; une association catholique qui s'appelle la « Confrérie de Notre-Dame de l'Usine ».

» On organisa des retraites pour les ouvriers et, aujourd'hui, on peut s'offrir, en allant dans cette riche région du Nord, où fermente l'activité française, et où poussent les millions de l'épargne nationale, sous l'épaisse brume vomie par des milliers de cheminées d'usines, ce spectacle extraordinaire d'ouvriers allant, chaque année, passer trois jours dans une retraite rigoureuse où ils ne s'occupent que de leur âme.

» En se trouvant auprès du même père, c'est-à-dire du même Dieu, patrons et ouvriers comprirent qu'ils étaient frères.

» Quand on est frère, on a intérêt à s'accorder ensemble plutôt qu'à se combattre. Alors, naquirent les syndicats mixtes. Alors, les conflits entre le capital et le travail, au lieu d'aboutir à l'ébrèchement du capital et à la famine du travailleur, quand ils n'aboutissent pas à des massacres, comme à Fourmies, se réglèrent à l'amiable entre délégués patronaux et délégués ouvriers.

» Il en résulta qu'en même temps que le patron s'attachait à ses ouvriers, les ouvriers s'attachaient à leurs patrons.

» L'an dernier, lorsque éclatèrent les grèves de Tourcoing et de Roubaix, on vit *les ouvriers des usines* où la solidarité humaine grandissait sous la main de la religion, refuser énergiquement d'y prendre part.

» On les vit se rassembler en groupes compacts, à quelque distance de leur usine et se rendre en masse au travail, pour pouvoir résister, en s'appuyant les uns sur les autres, aux meneurs de grèves qui tentaient de leur barrer le passage.

» Mais on vit autre chose aussi. On vit dans les régions, où s'étendait l'influence de l'association, décroître le nombre des cabarets.

» Le marchand de vin, ce philloxera des agglomérations ouvrières, dut emporter son comptoir.

» Le marchand de vin, naturellement, ne fut pas content. Il eut la bonne fortune de faire partager son mécontentement à des gens qui, en leur qualité de représentants du peuple, devraient se réjouir de sa disparition.

» Deux députés de la région, MM. Moreau et Dron, aidés par la presse radicale du Nord, ont entamé et poursuivi une campagne acharnée contre l'Association des patrons du Nord.

» M. Moreau doit, ces jours-ci, interpeller le gouvernement à ce sujet, et nous pouvons nous attendre à des débats fort vifs.

» Nous savons d'avance ce que dira M. Moreau. Cet honorable député l'a consigné dans un rapport sommaire qu'il déposait le 5 mars dernier sur le bureau de la Chambre à propos d'une proposition de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

« Il y accuse les industriels de la région d'avoir créé des syndicats corporatifs de patrons et d'ouvriers — d'en avoir confié la direction à des prêtres et à des congréganistes — d'avoir organisé sous le pavillon légal d'étranges corporations sous le nom de « Notre-Dame-de-l'Usine » — l'imposer à chaque atelier des chapelles, des madones, des cœurs qui surveillent le travail des deux sexes — de forcer les ouvriers à réciter des prières et des oraisons — d'établir la confession et la communion obligatoires, et, de temps en temps, des retraites, sous la direction des pères jésuites — sous peine pour l'ouvrier qui refuserait de se plier à ce joug, de ne plus trouver d'ouvrage dans aucune des usines affiliées à l'œuvre sainte.

» Et M. Moreau dénonce l'horrible association de l'Eglise et du capital pour la conquête du pouvoir civil et pour prendre la direction unique du travail national (*sic*).

» Or, ces jours-ci, le hasard m'a mis en rapport précisément avec le président de l'Association des patrons du Nord, M. Frémon-Vrau, fabricant à Lille.

» J'ai voulu avoir le cœur net au sujet des horreurs dénoncées par M. Moreau, et j'ai interviewé cet industriel.

» — Il est très exact, m'a-t-il dit, et nous nous en faisons gloire, que nous avons fondé des syndicats mixtes ayant pour but l'étude et la défense des intérêts qui sont communs aux patrons et à leurs ouvriers.

» Mais nos syndicats, loin d'être une résurrection des anciennes corporations du moyen-âge, s'appuient précisément sur une loi républicaine : la loi du 21 mars 1884.

» Ils ne sont dirigés, je l'affirme, par aucune arrière-pensée politique. Nous voulons l'apaisement de la crise sociale par le rapprochement du cœur du patron avec le cœur de l'ouvrier, par l'alliance du capital et du travail ».

« — C'est très bien ; mais vous avez confié la direction de vos syndicats à des prêtres et à des congréganistes ».

» — Il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire-là. A Roubaix, le syndicat est dirigé par M. Louis Cordonnier ; à Tourcoing, par M. Louis Tiberghien ; à Fourmies, par M. Léon Levasseur ; tous laïques, tous industriels, tous dévoués à la classe ouvrière.

« Je préside, moi, laïque, légalement et réellement l'« Association ». Nous admettons des représentants de l'Eglise à nos réunions comme nous y admettons des ingénieurs. Il nous faut bien des hommes compétents pour résoudre les problèmes qui nous intéressent. Un de ces problèmes, c'est le souci de nos destinées. Et, voilà pourquoi nous avons des prêtres.»

» — Et c'est aussi pourquoi, sans doute, vous avez introduit des pratiques religieuses dans vos ateliers?

» — Précisément. Nous pensons que l'idée religieuse seule peut ressusciter la concorde et la confiance entre patrons et ouvriers. La Religion, comme son nom l'indique, est un lien, le plus puissant de tous. Pourquoi ne l'introduirions-nous pas entre le capital et le travail ?

» — Oui, mais l'essence de ce lien est d'être volontaire et non obligatoire,

» — C'est tout à fait mon avis. Et, nous nous considérerions comme les derniers des hommes si nous vendions à des malheureux ouvriers du travail contre des prières. C'est bon pour les francs-maçons d'imposer l'affiliation aux Loges comme la rançon des intérêts matériels. Chez nous, rien n'est obligatoire. Et je vais vous le prouver immédiatement par des chiffres que je mets au défi M. Moreau de contester :

» A Roubaix, il y a 34,111 ouvriers et 215 usines. Nous avons 20 usines. Elles contiennent 5,484 ouvriers. Il y en a 3,882 qui ne font pas partie de la Confrérie de Notre-Dame de l'Usine, et 1,616 seulement qui en font partie.

» A Tourcoing, la proportion est sensiblement la même. En somme, sur 51,464 ouvriers qui habitent les deux villes, la Confrérie ne compte que 4,382 adhérents.

» Seulement, les ouvriers qui ne font pas partie de la confrérie, ou bien connaissent mieux les choses de la région que M. Moreau, ou bien sont plus équitables que lui, car ils n'hésitent jamais à protester en notre faveur, quand on nous accuse d'exercer sur eux la moindre pression.

» Je vais vous communiquer un exemple de ces protestations choisi entre plusieurs autres.

» On lit dans le *Journal de Roubaix*, du 24 avril 1892 :

« Les ouvriers du tissage Heyndrickx, Noufflard et Cie, nous communiquent la note suivante :

« Devant les insinuations malveillantes et calomnieuses d'un journal accusant M. Georges Heyndrickx, notre patron, de nous traiter en esclaves de ses volontés et de nous forcer à entrer dans la confrérie de Notre-Dame de l'Usine.

» Nous, ses ouvriers, qui ne faisons pas partie de la susdite association, nous protestons hautement et affirmons sincèrement que jamais, en aucune manière et en aucun temps, on n'a usé de pression sur nous, soit pour nous faire entrer dans la confrérie, soit pour nous enrôler dans l'œuvre des retraites de Notre-Dame du Haut-Mont ».

» Suivent cent cinquante-cinq signatures, total des ouvriers de l'usine qui ne font pas partie de la confrérie.

» Vous le voyez, M. Moreau a bien tort de traiter les électeurs de son département d'esclaves qui marmottent des *oremus* pour avoir de quoi manger.

» Quant aux retraites, les ouvriers y vont parce que ça leur fait plaisir, et ils s'y rencontrent, d'ailleurs, avec les patrons.

» A tous on rappelle que les grandes bases de la société sont la justice et la charité. Aux patrons, on apprend la modération dans le luxe, la bienveillance affectueuse et le dévouement réel pour leurs ouvriers. Aux ouvriers, on apprend le travail consciencieux, l'ordre, l'économie et la paix.

» A tous, on démontre la nécessité de ne pas continuer à former, au sein de la nation, deux camps armés, défiants, sinon haineux, mais de se rapprocher, de s'estimer, et enfin de se tendre la main pour leur intérêt commun et dans une véritable et mutuelle affection.

» Les ouvriers goûtent ce langage. Où est le mal ? Aimerait-on mieux les voir aller au cabaret ou s'enivrer des paroles des apôtres de la dynamite?

» En somme, nous, patrons du Nord, sortis pour la plupart, et nous en sommes fiers, et nous tenons à le dire, des rangs des ouvriers, nous avons réussi à rendre les grèves moins fréquentes, les rapports entre le travail et le capital moins envenimés, et nous avons modifié profondément et heureusement l'état général des esprits dans nos fabriques.

« On devrait nous voter des remerciements. Nous n'en demandons pas. Et nous continuerons notre œuvre malgré la guerre déloyale et perfide que nous font ceux-là mêmes qui devraient être les premiers à nous soutenir ; malgré la calomnie infâme qui consiste à nous accuser effrontément, devant la France entière, de prendre par la famine ou de jeter impitoyablement à la porte ceux de nos ouvriers qui refuseraient de se plier sous notre joug.

» Avec toute la force de ma conscience d'honnête homme, je lui donne un démenti. Venez nous voir! Arrêtez, au hasard, à la sortie de n'importe quelle fabrique, les ouvriers affiliés ou non affiliés à nos œuvres ; rapportez-leur ce qu'on dit de nous et ce qu'on dit d'eux ; je m'en remets d'avance à leur témoignage. »

» Et M. Frémon-Vrau ajouta :

» — Vous devriez dire ces choses au grand public parisien, et vous devriez les dire dans le *Matin*, dont l'indépendance vous permet de pénétrer aussi bien chez vos amis que chez vos adversaires.

» C'est fait. » J. Cornély. »

LA CONVENTION FRANCO-ESPAGNOLE

Le *Journal Officiel* publie le décret concédant aux marchandises originaires d'Espagne le bénéfice du tarif minimum français. Ce décret est précédé d'un rapport adressé au président de la République par les ministres du commerce et des affaires étrangères, expliquant l'accord intervenu entre les deux pays.

Les marchandises espagnoles seront admises en France, par application de la loi du 29 décembre 1891, aux droits du tarif minimum, tandis que les produits français seront placés sous l'application du tarif conventionnel encore en vigueur en Espagne et, s'il prend fin au 30 juin, sous l'application du tarif minimum espagnol, sans qu'en aucun cas les produits français ou espagnols puissent être l'objet dans les deux pays d'un traitement différentiel par rapport à aucun autre pays.

Malgré cette réciprocité de traitement, l'élévation de certains articles du tarif minimum espagnol serait un sérieux obstacle au rétablissement normal de nos relations commerciales avec l'Espagne. Mais il a été entendu que les deux gouvernements rechercheront, dans un commun accord, sur quels points il sera possible de donner satisfaction aux réclamations qui se sont produites, et des délégués vont être nommés immédiatement à cet effet.

Madrid, 29 mai. — Comme nous l'avons annoncé, la *Gazette Officielle* publie le *modus vivendi* intervenu entre la France et l'Espagne.

Il n'est pas sans intérêt de mettre sous les yeux de nos lecteurs deux passages du rapport que précède le décret.

Les deux gouvernements, dit le rapport, s'accordent les plus grands avantages possibles dans l'attente d'autres négociations ouvertes pour arriver à un traité durable qui diminue les graves préjudices supportés par l'agriculture — lire : viticulture — espagnole depuis l'origine du nouveau régime douanier français.

Mais voici le second passage vraiment curieux s'il n'était de plus en contradiction avec celui déjà cité.

« Mais cet avantage que l'Espagne avait déjà offert antérieurement à la France ne peut causer aucun préjudice à la production espagnole qui, de toute manière, vient d'affronter la concurrence des articles étrangers de toutes provenances avec les tarifs des traités en vigueur.»

LE VOYAGE DE M. CARNOT A NANCY

Paris, 29 mai. — La *Petite Presse* rapporte, mais en s'entourant des plus expresses réserves, le bruit qu'effectivement l'empereur Guillaume aurait un instant songé à faire saluer M. Carnot, alors que celui-ci serait dans le département frontière de Meurthe-et Moselle.

On aurait consulté M. Herbette, qui se serait empressé de transmettre ces ouvertures à Paris et il aurait reçu une réponse priant l'empereur d'Allemagne de n'en rien faire, afin d'éviter au gouvernement des désagréments, la presse chauvine ne manquant pas d'exploiter cet acte de courtoisie que le gouvernement et le président de la République eussent hautement apprécié.

Metz, 29 mai. — Des kriegervereine associations (anciens militaires) de la Prusse rhénane, au nombre d'environ 600 adhérents, ont décidé de se rendre à Metz le 6 juin prochain, et de séjourner dans cette ville jusqu'au lendemain au soir.

Ils visiteront les champs de bataille des environs de Metz. L'arrivée dans le même but des sociétés de gymnastique de Francfort-sur-Mein est également annoncée ici. On se demande s'il n'y a pas une coïncidence voulue entre cette invasion d'Allemands et les fêtes de Nancy.

Paris, 29 mai. — Une dépêche de Nancy confirme, ce soir, la nouvelle donnée cette après-midi, d'après le *Progrès de l'Est*, et suivant laquelle la revue qui devait être passée sur le plateau de Marseville, en présence de M. Carnot, n'aurait pas lieu.

Cette suppression est vivement commentée.

LES TISSUS ÉCRUS
A L'ENTRÉE AUX ÉTATS-UNIS

DIFFICULTÉS AVEC LA DOUANE AMÉRICAINE

On mande de New-York à l'un de nos confrères de la presse spéciale que la Douane a découvert ce qu'elle suppose être un essai très ingénieux de fraude fait contre les nouveaux tarifs. Il y a peu de temps, un petit lot de mérinos écru et non apprêté était importé en Amérique. Le prix sur la facture était très minime, mais n'ayant aucune notion de sa valeur, la douane accepta la facture sans la discuter.

Immédiatement après l'entrée de ce premier lot, de fortes commandes furent faites à MM. Stohr et Cie, de Plagwitz, en Allemagne par les Botany Worsted mills, de Passaic, New-Jersey, cette dernière maison voulant teindre et apprêter elle-même ses étoffes.

Jusqu'ici, tout était parfaitement normal, mais les autres fabricants américains, croyant qu'au fond il y avait autre chose, avertirent la douane de prendre des précautions pour découvrir la fraude, si fraude il y avait, au moment de l'arrivée du 2e chargement. Celui-ci était d'environ 300,000 yards.

La largeur de l'étoffe n'était en écru que de 0 m. 96.

La douane en fit teindre et finir une pièce par une des fabriques qui l'avait avertie et le cachemire avait alors 1 m. 14 de large.

Le secret était découvert! En écru, l'étoffe, croit-on, était bouillie et rétrécie artificiellement en Allemagne, afin de lui donner l'apparence d'une étoffe de moindre valeur et aussi pour économiser une forte somme sur les droits d'entrée au yard carré. Aussi la douane vient-elle d'augmenter la valeur de la facture de 17 o|o. La facture portait le prix de 85 pfennig le mètre.

Cela équivaut à 50,000 francs d'augmentation environ, sans compter une amende réclamée par la loi des tarifs de 150,000 francs.

Les importateurs en appellent devant le Board of General Appraisers.

L'opinion générale est qu'ils perdront encore en appel.

Leur défense est que le prix porté sur la facture est bien celui de la valeur de l'étoffe en l'état, mais la douane répond que, devant ces procédés qui ne servent que pour éviter de justes droits, elle doit faire payer sur la largeur de l'étoffe une fois teinte et apprêtée. Les fabricants des Etats-Unis soutiennent la douane et ils déclarent que si des fabricants européens leur offraient des étoffes ainsi préparées, ils payeraient volontiers l'augmentation de 17 o|o ajoutée au prix de facture.

On croit que l'envoi de 400 mille yards n'est qu'une partie de ce qui était commandé, et que des ordres avaient été pris déjà en Amérique pour ces genres d'étoffes (ordres à livrer) à des prix qui ne permettaient pas aux fabricants de l'intérieur de lutter.

L'EXPÉDITION DU DAHOMEY

Les forces de Béhanzin

Paris, 29 mai. — Une dépêche de Kotonou apporte des détails complémentaires sur les positions occupées par les Dahomées. On évalue à 7,000 guerriers environ les troupes que Béhanzin a réunies déjà ou est en train de concentrer à Allada. Sur son ordre, toutes les forces cantonnées jusqu'ici à Abomey, Calavi et dans la région se disposent à le rejoindre. Les femmes qu'il a amenées avec lui, et dont l'office est de préparer des approvisionnements, ne sont pas moins de 3,000.

Les autorités militaires estiment que l'expédition projetée par lui, est pour le moment du moins une simple razzia chez ses voisins d'Abéokuta, ses victimes habituelles, et que les établissements de la côte n'ont à redouter aucune attaque immédiate. Deux mille guerriers cantonnés sur les rives de l'Ouémé et dans les environs de la capitale du roi Toffa se sont repliés sur Garanado. Quant à la partie de l'armée dahomeenne qui occupe les environs de Grand-Popo et qui a pris ses cantonnements, on croit qu'elle n'est que pour intercepter les relations commerciales.

Notre plan de campagne

Voici, d'après un journal du matin, les dispositions éventuelles du plan de campagne au Dahomey, adopté par

BOURSE DE PARIS DU 30 MAI 1892

Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Terme	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clôt
98 12	3 0/0	97 92	98 37	97 92	98 15	98 ..
105 47	4 1/2 0/0	105 05	105 25	105 25	105 45	105 45
90 90	Italien	94 02	94 75	94 02	94 70	94 20
4490 ..	Banq. de France	4480 ..	4485 ..	4480 ..	4485 ..	4430 ..
188 ..	B. d'Escompte	182 ..	180 ..	182 ..	181 ..	188 ..
677 ..	Banq. de Paris	675 ..	676 ..	675 ..	676 ..	675 ..
1191 ..	Crédit Foncier	1155 ..	1198 ..	1155 ..	1206 ..	1200 ..
788 ..	Créd. Lyonnais	785 ..	793 ..	785 ..	790 ..	787 ..
187 ..	Crédit Mobilier	160 ..	... ..	170 ..	165 ..	167 ..
1475 ..	Lyon	1475 ..	1475 ..	... ..	1475 ..	1475 ..
1818 ..	Nord	1818 ..	1785 ..	1818 ..	1815 ..	1815 ..
21 ..	Panama	21 ..	22 50	21 ..	22 50	21 ..
2786 ..	Suez	2790 ..	2793 ..	2790 ..	2790 ..	2790 ..
1550 ..	Gaz	... ..	... ..	1550 ..	1553 ..	1544 ..
648 ..	Autrichiens	664 ..	629 ..	656 ..	650 ..	653 ..
216 ..	Lombards	208 75	211 25	218 ..	216 ..	213 ..
193 ..	Nord Espagne	195 ..	... ..	195 ..	188 ..	205 ..
218 ..	Saragosse	222 ..	... ..	222 ..	210 ..	226 ..
636 ..	Méridionaux	... ..	... ..	660 ..	640 ..	644 ..
... ..	Métaux	... ..	... ..	... ..	... ..	98 ..
480 62	Egypte	485 ..	488 12	485 ..	488 75	485 ..
94 62	Hongrois	94 72	94 3/4	... ..	94 3/4	94 1/2
20 45	Turc	20 45	... ..	20 50	20 50	20 57
582 50	Banq. Ottomane	582 81	586 25	584 37	585 ..	592 27
65 80	Extérieure	... ..	... ..	66 1/4	65 5/8	6813/16
426 25	Rio-Tinto	... ..	... ..	420 ..	426 25	422 50
... ..	Tharsis	... ..	... ..	424 37	424 37	426 87
28 50	Portugais	29 40	29 1/4	28 6/16	29 1/2	.. ../..
.. ../..	Consolidés	... ..	... ..	... ../..	... ../..	... ../..
... ../..	Russe 1880	... ..	... ..	... ../..	... ../..	... ../..
96 55	Russe consolidé	... ..	... ..	... ../..	96 30	96 40
77 40	Russe nouveau	... ..	... ..	... ../..	77 30	77 30
... ../..	Fonc. d'Autriche	... ..	... ..	... ..	... ..	... ..
487 50	Dynamite	... ..	... ..	... ..	487 50	498 ..
98 30	3 0/0 nouveau	... ..	... ..	98 07	98 35	98 45
151 56	Alpines	... ..	... ..	... ..	151 25	150 ..
95 ..	Câbles	... ..	... ..	... ..	95 ..	102 ..
... ..	Russe Orient	... ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Priorités	... ..	... ..	... ..	... ..	... ..
93 75	Mobilier espag.	... ..	... ..	... ..	... ..	96 ..
... ..	3 0/0 amortiss.	98 07	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	C. d'Esc. nouv.	500 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Générale	465 50	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Est	630 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Lyon (obligat.)	454 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Midi	1305 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Nord (obligat.)	460 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Orléans	1510 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Ouest	457 75	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Anglais	97 40	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Autriche or	89 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Belge 3 0/0	... ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Ville d'Amiens	415 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Lille 1860	412 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Lille 1863	232 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Ville de Lyon	401 50	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	V. de Roubaix	49 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Fives-Lille (actions)	530 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Téléphone	427 50	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Voitures 4 0/0	505 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Suez (obligat.)	630 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Cacérès	437 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Asturies	237 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Foncières 1883	437 50	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Rente Foncière	455 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Cacérès (act.)	60 50	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Est (oblig.)	448 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Midi (oblig.)	439 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Bethune	455 50	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Picardie	450 ..	... ..	... ..	... ..	... ..
... ..	Nord-Est	453 ..	... ..